MINISTERE DE L'ENERGIE,
DES MINES ET DES CARRIERES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

BURKINA FASO
La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

Arrêté N° 2026-279 /MEMC/SG/DGCM portant octroi de l'autorisation de prospection n°4539 dénommée « TO » à la SOCIETE STANDARD GOLD SA « N° IFU : 00276557J ».

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

Visa cf N° 310

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Révolution du 1er avril 2026 ;

Vu la loi n°016-2024/ALT du 18 juillet 2024 portant code minier du Burkina Faso ;

Vu le décret n°2024-1565/PRES du 07 décembre 2024 portant nomination d'un Premier Ministre ;

Vu le décret n°2026-0006/PF/PRIM du 12 janvier 2026 portant remaniement du Gouvernement ;

Vu le décret n°2026-0042/PF/PRIM du 02 février 2026 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°2026-0621/PF/PRIM/MEMC du 26 mai 2026 portant organisation du Ministère de l'énergie, des mines et des carrières ;

Vu le décret n°2025-0255/PRES/PM/MEMC/MATM/MEF/MSECU/MCIA/MEEA du 11 mars 2025 portant procédures d'attribution et modalités de gestion des titres miniers ;

Vu le décret n°2025-331/PRES/PM/MEMC/MEF du 25 mars 2025 portant fixation des taxes et redevances minières ;

Vu l'arrêté n°2025-425/MEMC/SG/DGCM du 11 novembre 2025 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Direction générale du cadastre minier en abrégé « DGCM » ;

Vu l'arrêté n°2025-377/MEMC/SG du 27 octobre 2025 portant détermination de la nature et du volume minimum des travaux en phase de recherche ;

Vu l'arrêté n°2018-218/MMC/CAB du 03 octobre 2018 fixant le contenu des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et bénéficiaires d'autorisations ;

Vu l'arrêté n°2017-024/MMC/SG/DGCM du 03 mai 2017 portant définition d'une unité cadastrale dans le domaine minier ;

Vu la demande n°4539 de la SOCIETE STANDARD GOLD SA enregistrée le 16 juin 2026 ;

14/07/2026

Vu la lettre n°026/0554/MEMC/SG/DGCM du 02 juillet 2026 portant invite à payer des droits d'octroi d'un montant de cinq cent mille (500 000) francs CFA ;

Vu la quittance n°410318 du 07 juillet 2026 de paiement effectif des droits fixes ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est octroyé à la **SOCIETE STANDARD GOLD SA,** ayant son siège à Ouagadougou, Burkina Faso, BV 30049 OUAGA AEROPORT 10020 KOUBA, téléphone : +226 25 60 03 03/ 70 80 44 63/03 03 33 33, l'autorisation de prospection de substances minérales de la catégorie A (or), n°**4539** dénommée « **TO** », située dans les communes de **To et de Kassou,** province de la **Sissili,** région du **Nando.**

ARTICLE 2 : Cette autorisation couvre une superficie de **150 Km²**. Il est défini par les sommets dont les coordonnées projetées (X, Y) en BFTM sont les suivantes :

Sommets	Coordonnées en BFTM (XY)	
	X	Y
1	509 500	1 275 700
2	524 500	1 275 700
3	524 500	1 265 700
4	509 500	1 265 700
Système de Référence ITRF 2008 /Projection BFTM		

ARTICLE 3 : L'autorisation est valable pour une période d'**un (01)** ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut être renouvelée une seule fois conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : En cas de renouvellement, la **SOCIETE STANDARD GOLD SA** doit déposer au service en charge du Cadastre minier un dossier complet au moins 30 jours avant l'expiration de la période de validité de l'autorisation.

Le non-respect du délai sus indiqué entraine l'application d'une amende administrative conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 5 : L'autorisation confère à la **SOCIETE STANDARD GOLD SA** le droit non exclusif de prospection sur toute l'étendue du périmètre octroyé.

Elle ne lui confère aucun droit pour l'obtention subséquente d'un autre titre minier.

ARTICLE 6 : La **SOCIETE STANDARD GOLD SA** est tenue de communiquer à la Direction Générale des Mines et de la Géologie le rapport des travaux de prospection.

ARTICLE 7 : Sur l'ensemble du périmètre de l'autorisation et durant toute sa période de validité, il est interdit à la **SOCIETE STANDARD GOLD SA** de mener des activités de recherche et/ou d'exploitation. –

ARTICLE 8 : Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions législatives et règlementaires en la matière. –

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le

04 SEPT 2026

Yacouba Zabré GOUBA
Officier de l'Ordre de l'Etalon

MINISTRE ★ Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières ★



Ampliations :

1- ITS
1- DGMG
1- DGCM
1- BUMIGEB
1- DDII
1- DR-EMC/ Nando
1- IDEM
1- DCMEF
1- SP /ITIE
1- DGD/ MEF
1- DGI/ MEF
3- SOCIETE STANDARD GOLD SA
1- Gouvernorat / Nando
1- Haut-Commissariat / Sissili
2- Mairies / To et Kassou
1- J.O
1- Classement